



« *Une rencontre n'est que le commencement d'une séparation* »¹

Les relations contradictoires entre la Chine et le Japon

Interdépendance économique et crispation politique

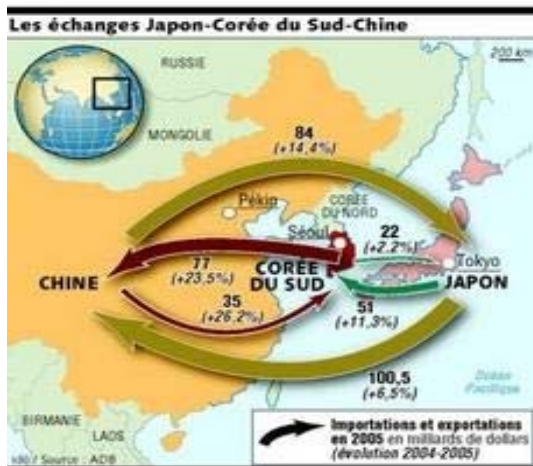


**FOUBERT Anne-Sophie
GAMERO Jean-Christophe
MORELON Camille
NGUYEN Sandra
ROUSSEAU Pierre-Antoine**

¹ [Proverbe japonais]

Une interdépendance économique avérée

La relation Chine-Japon est emblématique de la dialectique allié-adversaire décrite par Christian Harbulot dans son ouvrage intitulé *La main invisible des puissances*². Opposées géopolitiquement parlant, ces deux nations sont dépendantes d'un point de vue économique. Ainsi, alors que les relations diplomatiques entre la Chine et le Japon ne cessent de se dégrader, leurs relations économiques, paradoxalement, n'ont jamais paru aussi florissantes. En effet, malgré des relations politiques houleuses, les deux pays sont progressivement devenus au cours de ces dernières années économiquement interdépendants : en croissance constante depuis sept ans, leurs échanges commerciaux ont dépassé les 185 milliards de dollars US en 2005, hissant la Chine au rang de premier partenaire commercial du Japon (plus



de 20% de son commerce global)³ et le Japon au rang de premier fournisseur de la Chine (15% de ses importations)⁴. En outre, les exportations japonaises vers la Chine sont caractérisées par 2/3 d'équipements industriels et de composants électroniques. A l'inverse, 1/3 des exportations de la Chine vers le Japon sont des biens de consommation.⁵ Ces deux marchés sont aujourd'hui complémentaires. Aussi, bien que les échanges commerciaux entre les deux rivaux demeurent déséquilibrés au détriment de Tokyo, les autorités chinoises doivent reconnaître que la santé économique du pays reste fortement liée au dynamisme du marché japonais, qui leur permet de

sortir de la crise. Pékin est également forcé de reconnaître sa dépendance technologique et financière envers le Japon.

En effet, en ce qui concerne les investissements, 14.4% des investissements directs étrangers japonais sont faits en Chine, soit 10.9% des investissements directs étrangers reçus par la Chine, qui profite également d'un important transfert en matière de technologie, puisque de nos jours, près de vingt mille entreprises japonaises y sont installées, ce qui fait du Japon le premier investisseur étranger dans ce pays. La Chine, qui représente un véritable « atelier » pour le Japon, comme pour le reste du monde, accueille les entreprises japonaises délocalisées qui produisent alors des biens exportés dans l'archipel : ainsi, plus de neuf millions de Chinois travaillent pour des entreprises à capitaux japonais. Aussi, l'investissement de l'archipel a encore augmenté de 20 % l'an dernier pour dépasser 6,5 milliards de dollars⁶ et ce, en dépit des manifestations anti-Koizumi (l'ancien Premier Ministre japonais) à Pékin, Shanghai ou Canton.

Beaucoup de personnes transitent également entre les deux pays chaque année : ils étaient 4 350 000 personnes en 2004 dont la plupart sont des japonais en voyages d'affaires ou en vacances en Chine. Les dépendances sont donc multiples et les échanges se sont intensifiés à tel point que l'on ne parle plus seulement de commerce, mais d'« intégration industrielle ».

² HARBULOT, Christian, *La main invisible des puissances. Les Européens face à la guerre économique*, Ellipses, 2005

³ NIQUET, Valérie, *Chine-Japon, l'affrontement*, Perrin, 2006

⁴ www.wto.org

⁵ BAJON, Jean-Yves, *The paradoxes of the China Japan relationship : successes and challenges*, Ambassade française au Japon, Shanghai, 12 mai 2005

⁶ http://www.lefigaro.fr/international/20061007.FIG000000722_integration_economique_poussee_entre_la_chine_et_le_japon.html

La volonté d'apaisement des deux géants asiatique

Toutes ces raisons font, que pour un grand nombre d'acteurs économiques nippons, la priorité est à l'apaisement et à la poursuite de relations harmonieuses avec la Chine. Ainsi, Kobayashi Yutaro, directeur de Fuji-Xerox et ancien président de l'association patronale Keizai Doyukai, demanda fin 2005 au Premier ministre de l'époque, Junichiro Koizumi, de renoncer à ses visites au sanctuaire de Yasukuni qui nuisaient à l'harmonie des relations avec la Chine. En effet, les relations s'étaient fortement tendues en avril 2005, en raison des visites répétées de l'ancien Premier ministre japonais au sanctuaire, lieu sacré où reposent notamment quatorze criminels de guerre de classe A condamnés en 1945. C'est pourquoi, étant donné les liens économiques forts, le patronat nippon est l'un des principaux acteurs de l'apaisement des tensions entre les deux géants asiatiques par le puissant lobbying qu'il met en œuvre.

Quant au gouvernement de Hu Jintao, soucieux de maintenir une croissance élevée et d'affirmer son pouvoir sur les cinq prochaines années, il n'a aucune raison de vouloir tuer sa « vache à lait ». Aussi, la Chine présente cette interdépendance croissante avec le Japon comme un signe supplémentaire du caractère incontournable de la puissance chinoise : « le Japon, face à la stagnation économique, aura besoin de la Chine, de son marché immense et de son influence sur la scène internationale »⁷ ou encore « le Japon sur la pente descendante, aurait besoin de la Chine pour consolider sa reprise »⁸. D'ailleurs, les autorités chinoises, depuis la crise financière asiatique en 1997, mettent constamment en avant le dynamisme du développement chinois dans une lutte pour le leadership asiatique, qui s'étend désormais au champ économique jusqu'alors véritable chasse-gardée de la superpuissance économique japonaise. D'autant plus que tous les indicateurs économiques indiquent que la Chine a renforcé sa position internationale (chiffres impressionnants de croissance et potentiel en apparence infini du marché) alors que le Japon semble montrer une baisse de régime. Pékin apparaît vouloir donner une image jeune et dynamique de la Chine face au vieillissement et à la récession « inéluctable » d'un Japon appartenant désormais au « passé », image faussée en réalité, car la croissance japonaise a atteint 2,8 % en 2005.

Il n'est donc pas étonnant que la Chine comme le Japon souhaitent améliorer leurs relations, comme le symbolise notamment le projet de création en juillet 2003 d'un « Comité d'amitié nippo-chinois pour le XXI^e siècle », ayant pour mission d'étudier l'évolution des relations dans les domaines de la politique, de l'économie, de la culture, des sciences et de la technologie, et supposé donner lieu à un rapport avec une série de propositions aux gouvernements des deux Etats. Aussi, depuis 1972 et la visite du Premier ministre japonais Kakuei Tanaka en Chine, on a pu observer une réelle volonté d'amélioration des relations diplomatiques entre les deux pays, et ce, notamment par le biais de la signature de la « Déclaration commune sino-japonaise » (1972) et du « Traité de paix et d'amitié sino-japonais » (1978). Aujourd'hui, l'actuel Premier ministre, Shinzo Abe, élu en septembre 2006, tente aussi de pacifier les relations et de restaurer un dialogue suite aux cinq années de crispation sous le gouvernement de Koizumi. Cependant, en dépit d'efforts certains, une réelle crispation politique demeure, rendant la possibilité d'une puissante unité asiatique peu probable.

Une réelle crispation politique

Mais cette interdépendance économique, tout autant que la volonté affirmée de pacification des relations politiques, ne peuvent faire oublier les tensions structurelles entre les deux puissances dont l'actualité nous fait le récit quotidien. Ces motifs d'opposition semblent avoir pour principales origines les deux guerres successives sino-japonaises. La première (1894-

⁷ Wu Jinan, « Rise of Japan's New Generation Politicians and Cross Strait Relations », *Contemporary World Configuration*, Shanghai Institute of International Studies (SIIS), Shanghai, 2002

⁸ Selon l'ambassadeur Wang Yi

1895) a aboutit à la défaite de la Chine, qui a du céder Taiwan ainsi que d'autres territoires au Japon. Bien que « l'île de la discorde » soit redevenue entre temps une province chinoise, son administration demeure toujours chaotique. Le Japon, qui est pointé du doigt quant à la nature des relations qu'il entretient avec Taiwan, s'était aussi engagé à ne reconnaître qu'« une seule Chine » et à ne pas soutenir l'indépendance de l'île. La deuxième guerre mondiale a encore plus dégradé les rapports entre la Chine et le Japon. Le comportement des occupants nippons après l'invasion de la quasi-totalité des côtes chinoises, entre 1937 et 1945, a fortement marqué l'imaginaire chinois, notamment au travers du sac de Nankin, où plus de deux cent mille civils auraient été massacrés. Il y a peu, la Chine accusait encore, d'ailleurs, le Japon de publier des manuels d'histoire révisionnistes sur ce sujet.

Au delà du contentieux historique, les sujets de désaccords entre la Chine et le Japon sont nombreux : rivalité géopolitique sur le leadership asiatique, désaccords sur la réforme de l'ONU, course aux armements et aux ressources énergétiques. Ces tensions de nature conjoncturelle semblent s'enraciner dans des motifs profonds d'opposition, d'ordre géostratégique, politique et finalement culturel.

« Aimez votre voisin mais ne supprimez pas votre clôture »⁹

Des obstacles structurels d'ordre géostratégique, géopolitique et finalement culturel rendent peu probable la possibilité d'un apaisement du dialogue

La question énergétique

La question de l'énergie est une des raisons profonde de l'opposition entre les deux puissances asiatiques. Rappelons-le, en 2025, l'Asie représentera plus de la moitié de la consommation mondiale de pétrole. Or, si l'Asie est actuellement une zone en plein « boom », elle demeure fortement dépendante du reste du monde pour ce qui est de l'approvisionnement énergétique : en effet, 63 % de l'énergie consommée en Asie est importée¹⁰. Aussi, étant donné que la Chine représente sans contexte le premier consommateur et importateur d'énergie en Asie, et ce, grâce à l'effet de masse qui lui confère un poids impressionnant sur le marché mondial, le Japon a toutes les raisons de craindre quant à son propre approvisionnement. Il n'est donc pas étonnant que les stratégies de sécurité des deux états soient particulièrement marquées par les risques liés à la dépendance énergétique : d'un coté, la Chine, par le fait que les sources d'approvisionnement se situent essentiellement au Moyen Orient ou dans une zone contrôlée par « l'ennemi potentiel américain », et de l'autre coté, le Japon qui a encore en tête l'embargo américain sur le pétrole imposé en 1941. Ne contrôlant pas ses gisements de pétrole et se trouvant en pénurie, la Chine, importatrice de pétrole, sécurise les routes pétrolières ainsi que les routes commerciales à l'aide de son armée contre toute forme de piraterie. Elle fournit aussi un soutien militaire à ses fournisseurs de pétrole. La sécurité de la (très longue) voie maritime d'acheminement du pétrole, depuis le Moyen-Orient jusqu'au Japon est assurée et liée au renforcement massif de l'armée de l'air chinoise et de la marine chinoise. Toutefois, la Chine ne dispose pas d'une puissance maritime de protection en dehors de ses eaux territoriales. Cette rivalité sur le marché de l'énergie se poursuit et s'exprime, d'ailleurs, directement sur le terrain.

Pékin et Tokyo se retrouvent effectivement en concurrence sur le marché Russe du pétrole autour des projets de pipe-lines qui devraient relier la Sibérie à la Chine, à Daqing, marché fermé contrôlé par Pékin, ou alors au Japon, à Nakhodka puis à Tokyo, marché ouvert sur le Pacifique. Ils sont également en conflit sur les recherches de pétrole ou de gaz offshore. De même, deux contentieux entre les deux puissances sont encore d'actualité, même si la Chine et le Japon ont promis de trouver « un règlement pacifique » à leurs revendications

⁹ [Proverbe Chinois]

¹⁰ NIQUET, Valérie, *Chine-Japon, l'affrontement*, Perrin, 2006

respectives : des litiges en mer de Chine concernant les îles Diaoyutai/Senkaku, soupçonnées de receler des réserves de pétrole importantes, et des litiges sur mer avec la définition de la Zone Economique Exclusive (ZEE) de chacun des deux Etats, zone que l'ONU devra définir notamment et transiger d'ici 2009. La question énergétique n'est pas le seul point divergent de ces deux nations, le domaine militaire est envisagé lui aussi de deux façon clairement distinctes.

Vers une possible militarisation du conflit

Depuis 1945, l'armée a toujours joué en Chine un rôle fondamental dans le maintien de l'ordre, en raison notamment des mouvements séparatistes qui tendent à se développer. A l'inverse, les capacités militaires du Japon sont théoriquement limitées par la Constitution de 1946, qui interdit l'utilisation de force militaire pour faire la guerre contre d'autres pays. Aussi, la notion de « stratégie de puissance », dans le domaine militaire en tout cas, et ce, malgré des poussées nationalistes, semble encore taboue pour le Japon, qui a connu une lourde défaite en 1945 accompagnée du traumatisme nucléaire d'Hiroshima et de Nagasaki. Aussi, ce sont les Etats-Unis, puissants alliés militaires du Japon, qui sont censés assurer la défense de son territoire, comme en témoigne la présence de multiples bases militaires américaines, et ce, depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Aussi, l'enjeu militaire semble constituer un trait marquant de la relation Chine-Japon. En effet, il semble possible d'observer une certaine course aux armements en Asie, la Chine ayant ainsi prévu d'augmenter ses dépenses militaires de 14,7%, les portant à 35 milliards de dollars en 2006. Face à cette décision lourde de symboles, le Japon ne peut rivaliser et rester dans la course avec la Chine. Toutefois, plusieurs accords stratégiques passés avec les Etats-Unis sont censés renforcer l'alliance politico-militaire avec le Japon.

La Chine et le Japon se retrouvent cependant au sujet des essais nucléaires de la Corée du Nord. Ces trois pays, en plus des Etats-Unis, de la Corée du Sud et de Russie, tentent ainsi de se mettre d'accord afin de résoudre le problème du nucléaire nord-coréen. Pourtant, si les deux voisins sont opposés aux essais nucléaires coréens, le « *modus operandi* » est radicalement différent entre les deux parties. Alors que la Chine s'oppose fermement aux essais nucléaires de la Corée du Nord ainsi qu'à la prolifération des armes nucléaires, le Japon a officiellement annoncé son intention d'imposer de nouvelles sanctions à l'encontre de la Corée du Nord. Alors que la Chine souhaite rester ferme vis-à-vis de la Corée du Nord tout en privilégiant un règlement pacifique, les navires nord-coréens de même que toutes les importations en provenance du Corée du Nord sont interdits dans les ports japonais. Le Japon est également favorable à l'usage de la force militaire à l'encontre de la Corée du Nord si besoin est.

L'opposition de deux nationalismes

Par-delà les oppositions énergétiques et militaires, il semble que la matrice même de la relation conflictuelle entre la Chine et le Japon, s'enracine dans la confrontation entre un nationalisme chinois artificiellement alimenté par le Parti unique afin de maintenir son contrôle sur la population et un nationalisme japonais renaissant de ses cendres, si l'on s'en réfère aux thèses de l'ouvrage de Valérie Niquet¹¹. Mais comment expliquer le dynamisme du



nationalisme chinois ? « Dans un pays confronté aux risques de fragmentations sociales, politiques, mais également territoriales le long de lignes de fractures anciennes, le nationalisme apparaît bien en effet, pour reprendre les termes de Benedict Anderson, comme le « centre quasi-

¹¹ NIQUET, Valérie, *Chine-Japon, l'affrontement*, Perrin, 2006

religieux de sens pour de vastes multitudes »¹². Si le parti communiste apparaît en effet comme le garant de l'unité nationale, il est aussi le principal instigateur du sentiment nationaliste. Politiquement parlant, le nationalisme est un garant de stabilité envers et contre les dissensions internes. Qui plus est, il justifie et maintient l'existence du parti. Cependant, ce sentiment nationaliste se fonde d'abord sur l'hostilité envers la puissance japonaise, allant jusqu'à parler d'« antijaponisme ».

Pour ce qui est de la puissance japonaise, on observe également une forme de renaissance du sentiment nationaliste, surtout chez les élites, comme en témoigne la mise en place à la Diète, en 2000, d'une commission nationale sur la réforme de l'éducation dont l'objectif serait d'obtenir la révision, dans un sens plus favorable aux sentiments patriotiques, de la loi fondamentale sur l'éducation adoptée en 1948. Aussi, depuis 1999, l'hymne national et le drapeau ont fait leur retour dans les écoles. Plus conséquent, en 2003, les élections à la Chambre haute ont été fortement marquées par une rhétorique anti-étrangère établissant un lien étroit entre criminalité et immigration clandestine, souvent d'origine chinoise. La dimension antichinoise du nationalisme japonais s'exprime dans la crainte de l'agression étrangère...

Le choc de deux nationalismes hostiles l'un envers l'autre semble expliquer donc en profondeur le choc des deux nations asiatiques et peut-être aussi l'impossibilité d'une Asie unie face à un occident divisé. Il semble aussi que nous assistions à un renversement des rapports de force en faveur de la Chine, grâce à son formidable développement à l'international.

Vers une évolution des rapports de forces : l'émergence d'une puissance chinoise autonome

Les relations qu'entretiennent la Chine et le Japon sont actuellement caractérisées par une interdépendance contradictoire : la nécessité d'une coopération économique constamment mise en péril par des oppositions profondes de nature géopolitique, militaire et culturel.

Aussi, pendant des décennies, le Japon était incontestablement la première puissance asiatique. Pourtant, aujourd'hui, le leadership japonais semble remis relativement en question. En dépit d'une interdépendance économique toujours très forte, la Chine tend de plus en plus à prendre son envol et s'affirmer comme puissance autonome et notamment du fait de son ouverture récente à l'international.

Deux modèles de puissances divergents

La conquête des marchés de la zone asiatique est l'enjeu d'une véritable bataille d'influence, Pékin et Tokyo souhaitant prendre le leadership de l'Asie du Sud, en très fort développement. Chacun des deux pays encourage la signature d'accords de libre-échange avec tous les pays asiatiques. Aussi, il est important de souligner que la Chine possède un siège au Conseil de sécurité de l'ONU, et s'oppose à la candidature du Japon comme nouveau membre permanent des Nations Unies. En effet, la Chine cherche à affirmer son leadership asiatique notamment au travers d'un déploiement stratégique au sein des institutions internationales. Son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), en 2001, lui a permis de franchir un cap décisif. Patiemment, elle a conquis sa place dans l'Association des nations de l'Asie du Sud-est (ANASE) : observatrice en 1991, elle en est désormais partie prenante et a fini par obtenir, en novembre 2004, la création d'une zone de libre-échange avec l'ANASE.

La stratégie de Tokyo est lente et moins spectaculaire que celle de la Chine et consiste majoritairement en une consolidation progressive des acquis. Pour maintenir sa suprématie, le Japon se doit de contenir la puissance chinoise. C'est sur cette vision que le pays rejoint les

¹² ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities : Reflexions on the origins and Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1991 (réédition)

Etats-Unis dans une notion de communauté de sécurité globale autour du couple nippo-américain, et cela dans une volonté de « *containement* » de la puissance chinoise. A l'inverse, la stratégie de Pékin vise davantage à accroître la visibilité des projets chinois autour de grandes déclarations de principe et la mise en place de « partenariats stratégiques ». Aussi, le modèle de puissance chinoise est prioritairement fondé sur l'acquisition de capacités militaires. A l'opposé du « *hard power* » chinois, le modèle de puissance japonais est fondé sur son rayonnement économique et culturel, qui atteint non seulement l'Asie, mais également l'Occident. Deuxième puissance économique mondiale, leader dans le domaine des TICS, le Japon rayonne en effet par une diffusion culturelle intense (mode vestimentaire, mangas, films, jeux-vidéos) avec les groupes musicaux et les références esthétiques japonaises comme les cheveux teints (*chappatsu*) qui ont envahi en quelques années l'ensemble du continent asiatique. De ces deux modèles de puissance découlent aussi des jeux d'alliances relativement opposés.

Deux stratégies d'alliances opposées

Les deux géants asiatiques s'opposent par leurs différents jeux d'alliances et leur modèle de recherche de puissance relativement antinomique. La Chine a tissé un réseau de relations totalement différent, représentant le camp des régimes « autoritaires » (Vietnam, Birmanie, Corée du Nord) et surtout la Russie. Mais si la Chine surprend de nos jours, c'est surtout du fait de son ouverture nouvelle à l'international, lui permettant de nouer des partenariats stratégiques et d'accroître sa puissance en Asie et dans le reste du monde.

Il est ainsi possible d'observer un processus de rapprochement voire de convergence entre la Chine et l'Inde comme en témoigne notamment la dernière visite du président chinois Hu



Jintao en Inde, visant à améliorer les relations diplomatiques et à doper les échanges commerciaux. L'alliance géostratégique de ces deux géants complémentaire serait explosive. En effet, les deux colosses démographiques sont aussi les économies les plus dynamiques de la planète. Si l'on en croit le ministre indien Mukherjee, la relation sino-indienne sera « l'une des relations bilatérales les plus importantes dans les dix ans à venir simplement en raison des poids démographiques et économiques »¹³. Témoin du développement de ce bilatéralisme

stratégique, New Delhi et Pékin envisagent d'entamer des négociations de libre-échange, d'après des médias chinois. Signe de leur rapprochement économique et politique, la Chine et l'Inde ont rouvert, début juillet 2006, une ancienne route commerciale himalayenne fermée à la suite du conflit de 1962. Certains obstacles doivent cependant être mentionnés. Rappelons d'abord que les deux puissances s'opposent au point de vue du modèle politique, par opposition à la rigidité du communisme politique chinois, le géant indien représente la plus grande démocratie du monde et repose sur un système culturel de castes. De plus, les liens étroits, surtout militaires, entre la Chine et le Pakistan, le frère ennemi de l'Inde, continuent de préoccuper New Delhi. Autre sujet de discorde, l'Inde prétend toujours que la Chine occupe 38,000 kilomètres carrés de son territoire, tandis que Pékin revendique encore l'Etat indien

¹³ <http://www.lopinion.ma/spip.php?article14046>

d'Arunachal Pradesh (nord-est). Sans parler du Tibet, autre sujet délicat entre les deux voisins. Dans tous les cas, et si l'on s'en réfère à l'agence de presse chinoise Xinhuanet¹⁴, l'Inde et la Chine ont proposé mardi 21 novembre 2006 une stratégie en dix points pour promouvoir la coopération entre les deux pays dans le développement socio-économique. Parmi ces dix points de stratégie, outre le développement des échanges économiques et commerciaux, on soulignera notamment la volonté d'une coopération dans la défense et dans la science et la technologie.

La Chine entretient également une collaboration historique avec l'Afrique. Cette collaboration, autrefois idéologique, est depuis peu devenue économique. En effet, la Chine investit beaucoup dans les sociétés africaines, et plus particulièrement dans les pays pétroliers. De 2002 à 2005, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique a augmenté de 60% et pourrait doubler d'ici à la fin 2006. Plusieurs enjeux stratégiques en découlent : une sécurité d'approvisionnement en énergie et matières premières, et une « reprise en main » de l'Afrique après l'abandon des entreprises et investisseurs occidentaux suite à trop d'instabilités politiques. Cela n'a pas été sans inquiéter les chancelleries occidentales. Le Congrès américain a consacré plusieurs séances de travail à « *l'influence chinoise en Afrique* » et les services commerciaux des ambassades françaises concernées ont été mis en état d'alerte.

La Chine est le second consommateur de pétrole au monde depuis 2003. Elle commercialise donc avec des pays tels que le Nigéria, Angola, le Gabon, Guinée Equatoriale, Sao Tome & Principe, Congo Brazzaville et le Soudan, devenus des fournisseurs officiels de la Chine, et ceci afin de diversifier ses sources d'approvisionnement. De même, un partenariat avec ces pays permet à la Chine d'éviter la zone du Proche Orient où sont placés les Américains. L'implantation chinoise en Afrique se fait aussi au travers d'échanges universitaires, création de journaux chinois (notamment au Nigéria). La Chine compte bien continuer sa politique commerciale sur le continent à en croire le rapport « Document officiel sur sa politique africaine » qui vise à développer les relations entre la Chine et l'Afrique pour les années à venir. Ce rapport insiste sur l'importance que porte la Chine à la paix et le développement international, qu'elle est le plus grand pays en développement et que l'Afrique a tout intérêt à collaborer avec elle. Un point reste à améliorer : le regard des populations africaines vis-à-vis des chinois, en effet, avec les manifestations en 2004 au Sénégal pour dénoncer la concurrence déloyale chinoise et les débats présidentiels au Zambie, on assiste à une montée de sentiments sinophobes qui pourraient entacher les relations sino-africaines.

Bien que la Chine soit un concurrent direct des pays d'Amérique du Sud, notamment vis-à-vis de leur plus gros débouché que sont les Etats-Unis, un partenariat avec la Chine n'est pas exclu. Le Brésil, l'Argentine et le Chili voient en la Chine une aide financière non négligeable et un marché plus qu'intéressant. Pour la Chine qui affiche une croissance annuelle de 10%, l'Amérique du Sud présente deux atouts importants : elle regorge de matières premières et son agriculture est en mesure de lui fournir les tonnes annuelles de soja qu'elle ne peut plus produire seule. La Chine a ainsi débloqué plus de 30 milliards de dollars pour investir en Argentine et au Brésil. Cependant, elle est confrontée à quelques difficultés telles que le protectionnisme du Brésil et de l'Argentine. En effet, ces pays sont fortement influencés par les grandes familles industrielles qui ont tendance à appliquer des mesures de sauvegarde. C'est ce qui se fait d'ailleurs entre industriels argentins et brésiliens quand ils se sentent menacés¹⁵. Ainsi, la Chine investit fortement dans les zones délaissées par les pays occidentaux, suivant une stratégie de niche en investissant dans les zones à faible

¹⁴ <http://www.china.org.cn/french/275580.htm>

¹⁵ http://www.objectif-chine.com/a596-L_Amerique_du_Sud_La_decouverte_de_l_Amerique_du_Sud_par_la_Chine.html par Martin Coiteux, Professeur Affaires Internationales - HEC Montréal

concurrence. Les pays occidentaux, quant à eux, sont soit résignés à cette idée (France, Belgique), soit y voient un terrain supplémentaire d'affrontement (les Etats-Unis). Cette stratégie d'expansion montre bien que les enjeux ne sont pas seulement commerciaux mais hégémoniques, et qu'ils s'inscrivent typiquement dans une stratégie de puissance.

Cependant, le Japon n'entend pas se laisser distancer dans ces stratégies d'alliances. Ainsi, l'actuel Premier ministre japonais, Shinzo Abe a reçu son homologue indien Manmohan Singh en vue de négociations dans l'optique de la signature d'un accord de libre-échange. Le Japon privilégie donc aussi son rapport avec l'Inde pour ne pas concentrer ses investissements en Chine et contrer sa montée en puissance. Il cultive également sa relation avec l'Indonésie du fait de sa situation géographique. Le Japon est surtout le principal point d'appui des Etats-Unis, mais aussi de l'archipel autour duquel s'organise le camp démocratique et occidentalisé de l'Asie du Sud-est avec notamment les Philippines et l'Australie. Les Etats-Unis restent très engagés en Asie, et le Japon poursuit le dialogue afin d'adapter, dans le cadre de l'Alliance américano-japonaise, la posture de défense japonaise à la nouvelle situation stratégique.

Actuellement, la conjoncture américaine et la bonne performance de l'électronique numérique grand public sur le marché intérieur permettent à l'économie japonaise de se trouver dans une phase de reprise modérée. Les exportations devraient donc continuer à jouer leur rôle moteur en faveur de la croissance.

Avec la reprise économique mondiale, le Japon devrait continuer d'augmenter la production et les investissements productifs, et ses entreprises devraient aussi poursuivre leur reprise. Cependant, il est prévu que la consommation individuelle resterait stagnante. De plus, la demande extérieure servirait la conjoncture mais les réformes structurelles s'accéléralent, le Japon s'expose au freinage de la demande intérieure. La reprise économique japonaise risque d'être ralentie également du fait que le Yen subit une dépréciation qui pourrait avoir des répercussions sur les importations. L'actuel Premier ministre, souhaite mener le Japon sur une voie nouvelle et lui permettre de se faire entendre de manière plus affirmée sur la scène internationale, sans revenir au militarisme d'avant guerre. Et ce, par la modification de la constitution de 1946, notamment la révision de l'article 9 qui interdit l'engagement des forces japonaises aux côtés d'un ami attaqué. Il est également prêt à poursuivre la politique de privatisation et de dérégulation de son prédécesseur et la coopération avec les Etats-Unis et l'Europe qui possèdent des valeurs communes, et cela, afin d'affirmer son adaptation à la mondialisation.

L'ascendant futur de la Chine sur le monde...

Pendant ces soixante dernières années, les relations sino-japonaises ont connu deux phases : de 1945 à 1972 et de 1972 jusqu'à présent, traduisant un avant et un après établissement des relations diplomatiques entre les deux pays. On peut dire que la normalisation des relations diplomatiques entre ces deux grands pays asiatiques a contribué à la sécurité et à la stabilité de la région d'Asie-Pacifique. En outre le fait de nouer ces relations a exercé, et exerce encore un rôle important dans la paix du monde, dont les répercussions et la signification ont dépassé de loin la limite bilatérale. Mais la relation Chine-Japon est marquée par une interdépendance économique contradictoire. Si la croissance de l'un semble en effet dépendre du développement de l'autre, des tensions structurelles d'ordre géostratégique, politique et culturel minent le rêve d'une unité asiatique face à un occident affaibli. L'ouverture de la Chine à l'extérieur, la génération et la consolidation de partenariats avec les pays en développement semble ouvrir une ère nouvelle, dans laquelle la Chine prendrait un ascendant définitif sur le Japon et peut-être sur le monde...

Bibliographie

Ouvrages généraux

- ANDERSON, Benedict, *Imagined Communities : Reflexions on the origins and Spread of Nationalism*, Verso, Londres, 1991 (réédition)
- BAJON, Jean-Yves, *The paradoxes of the China Japan relationship : successes and challenges*, Ambassade française au Japon, Shanghai, 12 mai 2005
- HARBULOT, Christian, *La main invisible des puissances. Les Européens face à la guerre économique*, Ellipses, 2005
- NIQUET, Valérie, *Chine-Japon, l'affrontement*, Perrin, 2006

Articles de journaux

- http://www.lefigaro.fr/international/20061007.FIG000000722_integration_economique_pouss ee_entre_la_chine_et_le_japon.html
- Wu Jinan , « Rise of Japan's New Generation Politicians and Cross Straight Relations », *Contemporary World Configuration*, Shanghai Institute of International Studies (SIIS), Shanghai, 2002
- <http://www.lopinion.ma/spip.php?article14046>
- <http://www.china.org.cn/french/275580.htm>
- http://www.objectif-chine.com/a596-L_Amerique_du_Sud_La_decouverte_de_l_Amerique_du_Sud_par_la_Chine.html par Martin Coiteux, Professeur Affaires Internationales - HEC Montréal
- http://www.liberation.fr/actualite/reuters/reuters_monde/209249.FR.php?rss=true
- <http://www.radio86.fr/hottopic/?topicId=43>

Site Web

- www.wto.org